



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pôle Urbanisme
Aménagement et Villes Durables

21 NOV. 2023

**Direction régionale
des affaires culturelles
Nouvelle-Aquitaine**

Service régional de l'archéologie

Site de Bordeaux

Affaire suivie par : E. Deneuve

Poste : 05.57.95.02.58 / 06 79 94 35 86

Courriel : emeline.deneuve@culture.gouv.fr

Références : PA02455723D0002-5

Direction départementale des Territoires de
la Dordogne

Service Aménagement et Développement
Durables - Pôle Urbanisme

18 Rue du 26e RI - CS 74000
24024 PERIGUEUX CEDEX

Bordeaux, le 14 novembre 2023

Lettre recommandée avec accusé de réception

Objet : Notification d'une prescription de diagnostic d'archéologie préventive
Références : TRELISSAC (DORDOGNE), RUE DU PONT / AVENUE MICHEL GRANDOU / RUE DE
L'ANCIENNE EGLISE
PA02455723D0002
Livres V du Code du patrimoine
P.J. : Arrêté n° 75-2023-1332 du 13 novembre 2023 portant prescription d'un diagnostic
d'archéologie préventive

Après examen du dossier d'aménagement visé en référence, j'ai décidé que des mesures d'archéologie préventive seront mises en œuvre préalablement à la réalisation de ce projet. J'ai l'honneur de vous notifier l'arrêté n° 75-2023-1332 du 13 novembre 2023, portant prescription d'un diagnostic d'archéologie préventive.

Je vous rappelle qu'il vous appartient d'assortir l'autorisation que vous serez éventuellement amené à délivrer d'une mention précisant que l'exécution des mesures d'archéologie préventive prescrites est un préalable obligatoire à la réalisation des travaux, conformément à l'article R.523-17 du code du patrimoine.

Par ailleurs, je vous demande de bien vouloir me tenir informé des suites que vous réserverez à ce dossier et de me transmettre une copie de votre décision.

Pour le Préfet de région et par délégation,
Pour la Directrice régionale des affaires
culturelles et par subdélégation,
Le conservateur régional de l'archéologie
adjoint

Régis ISSENMANN



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles
Nouvelle-Aquitaine**

**Arrêté n° 75-2023-1332 du 13 novembre 2023
portant prescription d'un diagnostic d'archéologie préventive**

**Le Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest
Préfet de la Gironde
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code du patrimoine et notamment son livre V ;

Vu l'arrêté du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques ;

Vu l'arrêté du 7 février 2022 portant définition des données scientifiques de l'archéologie et de leurs conditions de bonne conservation ;

Vu l'arrêté n° R75-2023-01-30-00019 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature en matière d'administration générale à Madame Maylis Descazeaux, Directrice régionale des affaires culturelles de la région Nouvelle-Aquitaine ;

Vu la décision n°R75-2023-09-04-00002 en date du 04 septembre 2023, portant subdélégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Régis Issenmann, conservateur régional de l'archéologie adjoint ;

Vu le dossier enregistré sous le n° PA02455723D0002, permis d'aménager, déposé par – NEXITY ESPRIT VILLAGE AQUITAINE SAS – pour le projet « RUE DU PONT / AVENUE MICHEL GRANDOU / RUE DE L'ANCIENNE EGLISE » localisé à TRELISSAC, transmis par la Direction départementale des Territoires de la Dordogne, reçu en préfecture de région, Service régional de l'archéologie, le 19 octobre 2023 ;

Considérant que les travaux envisagés sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique : en l'occurrence de potentielles occupations du paléolithique à l'époque moderne ;

Considérant qu'il est nécessaire de mettre en évidence et de caractériser la nature, l'étendue et le degré de conservation des vestiges archéologiques éventuellement présents afin de déterminer le type de mesures dont ils doivent faire l'objet.

ARRÊTE

Article 1 - Une opération de diagnostic archéologique est mise en œuvre préalablement à la réalisation du projet « RUE DU PONT / AVENUE MICHEL GRANDOU / RUE DE L'ANCIENNE EGLISE », sis en :

RÉGION : NOUVELLE-AQUITAINE

DEPARTEMENT : DORDOGNE

COMMUNE : TRELISSAC

Cadastre : Section : BB, Parcelles : 430p, 446, 447, 529, 530, 538, 39, 423, 424, 427, 547, 445

Réalisé par : NEXITY ESPRIT VILLAGE AQUITAINE SAS

L'emprise soumise au diagnostic, d'une superficie de 74 096 m², est figurée sur le document graphique annexé au présent arrêté.

Le diagnostic archéologique comprend, outre une phase d'exploration du terrain, une phase d'étude qui s'achève par la remise du rapport sur les résultats obtenus.

Article 2 - L'attribution de la réalisation du diagnostic fait l'objet d'une décision distincte du présent arrêté.

L'opérateur ainsi désigné soumettra un projet d'intervention élaboré sur la base des objectifs scientifiques et des principes méthodologiques définis par le présent arrêté

Article 3 - Objectifs scientifiques

Le projet consiste en l'aménagement du « Parc Habité Napoléon Magne » à Trélissac, qui se situe au centre-bourg avec la présence à proximité de la mairie, de l'église, du cimetière, des terrains de sports, etc. La rue de l'ancienne église traverse le présent projet. Cette rue sera prolongée pour créer une nouvelle voie qui reliera l'avenue Michel Grandou (N21) au Nord à la rue du Pont à l'Est. Cette nouvelle rue paysagère aura pour objectif de desservir les trois futurs lots et de permettre le branchement au Sud de la première opération en cours de construction (opération située au carrefour de la mairie). L'emprise est située sur la terrasse alluviale, en rive droite de l'Isle. La géomorphologie du lieu tient au cycle de dépôts/incises de sédiments alluviaux quaternaires, la position du terrain bénéficiant du débouché d'un cingle en amont venant au pied du promontoire de La Mothe. Des occupations anciennes ont été recensées sur cette terrasse, notamment aux Mounards (castel 1992) et à Rodas (Paléolithique, Néolithique, protohistoire) ou plus loin mais dans un contexte similaire à Malayolle. Le secteur fut également favorable à l'implantation d'activités humaines diverses de la Protohistoire à l'époque moderne comme en témoignent de nombreux sites repérés par prospections ou dans le cadre d'opérations préventives plus récentes, telles qu'à Charriéras (N. Moreau, Inrap, diagnostic 2017) où un paléosol holocène contenant quelques éléments protohistoriques a été observé : au Libournet, avenue M. Grandou (Gineste, Inrap, diagnostic 2011), à Borie Porte (Fourloubey, Poissonnier, Inrap, diagnostics 2010, Gineste 2016)

L'objectif du diagnostic sera de reconnaître la présence d'éléments du patrimoine archéologique dans l'emprise affectée par l'aménagement, et le cas échéant, d'en caractériser aussi précisément que possible la nature, la chronologie, l'extension spatiale et l'état de conservation. Ces éléments du patrimoine archéologique comprennent les vestiges mobiliers ou immobiliers ayant trait à une activité ou à un habitat humain passés, ainsi que tous les éléments permettant la connaissance du milieu (climat, faune, flore, ressources naturelles) dans lequel se sont déroulées ces occupations humaines.

Dans le cas présent, on recherchera tout indice relatif à un ou plusieurs niveaux d'occupation du Paléolithique ainsi que tout indice relevant d'occupations de nature domestique ou artisanale datant du Néolithique au Moyen Âge.

Article 4 - Principes méthodologiques

Le terrain sera exploré au moyen d'une série de tranchées d'une largeur de 2 m ouvertes au moyen d'un godet lisse, régulièrement réparties au sein de l'emprise. Ces tranchées seront descendues jusqu'à l'atteinte du substratum géologique.

Compte tenu du caractère potentiellement discontinu des occupations, avec des concentrations localisées sur quelques dizaines de m² voire moins (amas de débitage par exemple), on recherchera une ouverture à hauteur de 10 % de la superficie de l'emprise soumise au diagnostic. Un principe d'implantation des tranchées en dehors des emprises prévisionnelles des futures constructions pourra être adopté afin de préserver la stabilité des sols, sous réserve de veiller à l'absence de zone aveugle que requiert la validité de représentativité statistique qui sous-tend cette approche.

En cas de mise au jour de niveaux d'occupation paléolithiques structurés, on limitera les investigations à la reconnaissance d'indicateurs taphonomiques (présence et quantification de la fraction fine, mesures de pendage et d'orientation des vestiges allongés) et au prélèvement d'éléments significatifs pour la caractérisation chrono-culturelle des industries. En phase étude, une expertise macroscopique des états de surface des vestiges lithique sera menée pour évaluer le potentiel en matière d'études tracéologiques.

Le rapport de diagnostic produira le plan d'implantation des sondages et des vestiges mis au jour à l'échelle 1/200e, ainsi que tout document (relevés en plan et/ou en coupe, photographies...) permettant de qualifier la nature et d'apprécier l'état de conservation de ceux-ci.

Le rapport final d'opération et les archives de fouille seront remis conformément aux dispositions de l'arrêté du 7 février 2022 portant définition des normes d'identification, d'inventaire, de classement et de conditionnement de la documentation scientifique et du mobilier issus des diagnostics et des fouilles archéologiques et de l'arrêté du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques.

Article 5 - Responsable scientifique

Le responsable scientifique du diagnostic, dont la désignation fera l'objet d'un arrêté ultérieur, sera un Paléolithicien. Il sera assisté d'un archéologue médiéviste.

Article 6 - La directrice régionale des affaires culturelles est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la direction départementale des territoires de la Dordogne¹, à NEXITY ESPRIT VILLAGE AQUITAINE SAS² et au service départemental d'archéologie de la Dordogne³ et à l'INRAP - direction interrégionale Nouvelle-Aquitaine et Outremer⁴.

Fait à Bordeaux, le 13 novembre 2023

Pour le Préfet de région et par délégation,
Pour la Directrice régionale des affaires culturelles
et par subdélégation,
Le conservateur régional de l'archéologie adjoint



Régis ISSENMANN

Copie :

Préfecture de la Dordogne

Mairie de Trélissac

Gendarmerie nationale de Périgueux

Direction régionale des affaires culturelles : Service régional de l'archéologie et unité départementale de l'architecture et du patrimoine de la Dordogne

¹ 18 Rue du 26e RI - CS 74000 - 24024 PERIGUEUX CEDEX

² TSA 34012 - 59711 LILLE CEDEX 09

³ 2 Place Hoche - 24019 PERIGUEUX CEDEX

⁴ 140 Avenue du Maréchal Leclerc - CS 50036 - 33323 BÈGLES CEDEX

